

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [95] (2007)
Heft: 1509

Rubrik: Dossier
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Présidentielles

Et si une femme gouvernait la France ?

Le 22 avril et le 7 mai prochains, se tiendront, respectivement, le premier et le second tour des élections présidentielles françaises. Ces élections revêtent une importance toute particulière. C'est la première fois, dans le pays d'Olympe de Gouges et de Simone de Beauvoir, qu'une femme a de réelles chances d'accéder à la présidence de la République. Une nouveauté qui n'a pas manqué de soulever les foudres sexistes de ses adversaires, mais aussi des élus de ses rangs. Les références à son incompétence politique ne se comptent plus. Or, si elles sont nombreuses à dénoncer les salves lancées contre la candidate, beaucoup d'associations féministes hésitent à soutenir ouvertement la candidate Royal, qu'elles ne considèrent pas comme féministe. La question de l'impact d'une élue sur l'égalité entre hommes et femmes reste ouverte.

VIRGINIE POMETTON

«Autoritaire! Imprévisible! Incontrôlable! Légère! De tout temps, c'est ainsi qu'on a dévalorisé les femmes pour les assigner à ne pas sortir de leur condition. Si la cible était atteinte, toutes les femmes en subiraient les dommages collatéraux.» Cette phrase fait partie d'un manifeste cosignée début février par onze élues socialistes dont huit députées jugeant la campagne menée contre la candidate à la présidentielle française insultante envers toutes les femmes. Une campagne où «la suspicion d'incompétence, les pièges, les propos condescendants, les attaques personnelles ont un objectif: jeter le doute dans l'esprit des Français-e-s sur les capacités de Ségolène Royal à être présidente de la République.» Un vieux poncif, si l'on en croit Janine Mossuz-Lavau, coauteure de *Quand les femmes s'en mêlent, genre et pouvoir* aux éditions La Martinière (2004), interviewée dans ce dossier (lire p. 13): en politique, les femmes seraient moins compétentes que les hommes, elles auraient besoin d'être formées, d'apprendre. La compétence des femmes était déjà mise en doute au moment de la loi sur la parité: «c'est bien la parité, mais où trouver des femmes qualifiées?». Etonnement, la question ne se pose jamais pour les hommes.

Les médias jouent un rôle essentiel dans la valorisation des candidates. De manière générale, les femmes restent encore sous-représentées dans les pages des quotidiens. Une étude menée par Natacha Henry pour le compte de l'Association des femmes journalistes montre qu'en moyenne seuls 17% des articles publiés dans la presse quotidienne concernent des femmes. Par ailleurs, dans 1 cas sur 6 (contre 1 sur 33 pour les hommes), les femmes sont présentées sans leur métier ou leur fonction et 19% n'apparaissent dans les journaux qu'à travers leur statut conjugal (contre 7% pour les hommes). Dans le cas de la candidate à la présidentielle, s'il est difficile de déduire l'impact de l'image que donne d'elle les médias sur sa campagne, «comment ne pas voir que cette image ne place pas la candidate socialiste au même niveau que ses concurrents. Nicolas Sarkozy n'est jamais remis en question sur ses compétences, alors même que la candidate n'a cessé de l'être», commente la philosophe Marie-Joseph Bertini (lire l'interview en pp. 15 et 16).



La politique des femmes

Au-delà du déroulement de la campagne, que faut-il attendre d'une éventuelle élection de Ségolène Royal en terme d'égalité entre femmes et hommes? La manière de gouverner de la candidate sera-t-elle différente de celle d'un homme du simple fait qu'elle est une femme et qu'elle-même a été confrontée dans son parcours à des discriminations de genre? Si l'on en croit la théorie de la masse critique (lire p. 17) les effets de la présence des femmes en politique dépendent de leur nombre. A partir d'un certain pourcentage – que certains situent à 30%, d'autres à 20% – un changement de stratégie apparaît. Aussi bien au niveau institutionnel que qualitatif. Or, pour l'instant le seuil des 30% semble encore loin d'être atteint en France. Pour les associations féministes, l'heure est donc plutôt à la prudence. Si elles s'accordent à dire que l'élection de la socialiste permettrait de faire évoluer l'image de la femme en politique, de créer une émulation et de percer ce fameux plafond de verre (qui en France est à peine à 11% de représentation féminine au parlement), elles sont plus sceptiques quant aux engagements de la candidate en matière d'égalité. Certaines attendent de voir comment elle négociera avec les différents acteurs une fois au pouvoir, d'autres dénoncent un discours qui aujourd'hui déjà «ne remet pas en cause le patriarcat» (lire p. 14).

«C'est la première fois qu'un grand parti présente une femme à la présidence»

Depuis 1990, 80% des Français seraient favorables à ce qu'une femme devienne présidente.

Pour Janine Mossuz-Lavau, politologue, directrice de recherche au CNRS et chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris, la classe politique est sur ce point clairement à la traîne par rapport à l'opinion publique.

En cause: le fait qu'elle considère les femmes comme illégitimes en politique.

CHRISTIAN SCHIESS

L'émilie: Pourquoi a-t-il fallu attendre 2007 pour qu'une femme ait de réelles possibilités d'accéder à la présidence de la République en France?

Janine Mossuz-Lavau: Il y a eu récemment des étapes importantes qui ont permis d'arriver à ce changement: je pense particulièrement à la révision de la Constitution et à la loi sur la parité. Mais s'il a fallu attendre aussi longtemps, c'est parce que les candidates susceptibles d'occuper une telle place étaient peu nombreuses jusqu'à présent, et aussi parce que les partis politiques n'acceptaient pas d'être représentés par une femme.

L'émilie: Pourtant Ségolène Royal n'est ni la première ni la seule candidate à l'élection présidentielle.

Qu'est-ce qui explique que l'attention soit concentrée sur elle?

JML: C'est en fait la première fois qu'un grand parti susceptible d'aller à la victoire présente une femme à la présidence. Comme elle a de véritables chances de devenir présidente, elle attire nécessairement l'attention sur elle.

L'émilie: Cela ne s'est pas fait sans mal. On se souvient des nombreuses attaques machistes dont elle a fait l'objet durant la campagne d'investiture. Comment les stratégies des partis ont-elles évolué depuis qu'elle est candidate officielle?

JML: Les attaques machistes sont en effet venues d'abord de son propre camp, comme par exemple lorsque Laurent Fabius a demandé qui allait garder les enfants si elle devenait présidente. Et ce ne sont pas uniquement des hommes qui ont été à l'origine de tels propos sexistes. Martine Aubry avait pour sa part disqualifié la candidate en faisant remarquer que la politique n'est pas une question de mensurations. Maintenant qu'elle a été choisie par son parti, les attaques proviennent de la droite, mais de manière beaucoup plus subtile. On n'attaque plus de front le fait qu'elle est une femme. C'est sa compétence qu'on met en cause: on invoque son ignorance ou son manque d'expérience, ce qui tend à renforcer l'idée selon laquelle les femmes sont illégitimes en politique.

L'émilie: Les arguments ont changé, mais les effets restent les mêmes...

JML: Oui, il y a là quelque chose qui renvoie à un vieux poncif selon lequel, en politique, les femmes seraient moins compétentes que les hommes, qu'elles auraient besoin d'être formées et d'apprendre. Comme si les hommes, eux, disposaient d'un gène de la politique qui garantissait d'emblée leur compétence!

L'émilie: Il semble pourtant que le fait qu'elle soit une femme joue un rôle important dans la campagne. Sa féminité est largement mise en scène, que ce soit pour la servir ou la desservir.

JML: En fait, c'est là le problème des médias. Pourtant du côté de l'opinion, le sexe des candidat-e-s ne semble pas poser problème. Depuis la fin des années 90, les électrices et électeurs sont à plus de 80% favorables à ce qu'une femme soit présidente de la République. Sur ce point, la classe politique est clairement à la traîne par rapport à l'opinion. Celle-ci voit des femmes un peu partout, dans les postes à responsabilité au travail, alors pourquoi pas en politique?

L'émilie: Il semble donc que les discours sur la féminité détournent le débat des questions politiques de fond. Or, Ségolène Royal est présentée comme insufflant quelque chose de nouveau dans la politique...

JML: Ce qui attire chez elle, c'est sa manière de ne pas jouer le jeu et de sortir du style convenu des débats politiques. Si par conséquent un certain nombre de Français-e-s l'ont perçue comme apportant quelque chose de différent, ce n'est pas parce qu'elle est une femme, mais bien parce qu'elle a une manière de se comporter qui est non conforme et qui leur fait espérer des changements.

L'émilie: Quels types de changements en particulier?

JML: Elle revendique une manière différente de faire de la politique, plus participative. Il y a actuellement une grave crise de représentation dans la société française. Ségolène Royal a proposé une chose fondamentale pour une majorité de Français-e-s. Elle a placé l'éducation au centre de ses préoccupations et de son programme. Ce faisant, elle répond à une grande angoisse actuelle de beaucoup de parents qui se demandent ce que vont devenir leurs enfants, comment ils vont s'en sortir. Et le seul moyen qu'ils s'en sortent est qu'ils fassent un bon parcours scolaire, obtiennent des diplômes et soient performants sur le marché du travail.

L'émilie: Ses positions sont largement critiquées au sein de la gauche qui considère que son programme est trop néolibéral ou trop autoritaire. Sa candidature contribue-t-elle à l'éclatement de la gauche?

JML: Cela tient plutôt à l'état actuel de la gauche de la gauche qui peine à se rassembler autour d'une candidature anti-libérale unique.

Une femme à la présidence ? Le point de vue des associations féministes

Pour la première fois en France, une femme pourrait accéder à la présidence du pays. Ce fait est souvent perçu et décrit dans la presse comme le signe d'une avancée vers une plus grande égalité entre femmes et hommes. Cependant l'élection d'une femme à la présidence de la République française n'est pas le but ultime de la lutte pour l'égalité. Une éventuelle élection de Ségolène Royal représente-t-elle néanmoins un espoir pour les associations féministes en France ? L'émilie a donné la parole au Mouvement français du planning familial (MFPF) et aux Féministes indigènes⁽¹⁾. Toutes deux soutiennent que d'un point de vue absolu, elles ne pourraient que approuver le fait qu'une femme soit élue à la présidence, cependant l'une et l'autre pondèrent leur propos, de manière plus ou moins radicale.

LORRAINE ODIER

Une fois rappelé que le MFPF ne donnera pas de consigne de vote, Maité Albagly, secrétaire générale du MFPF, commente : « Chaque fois qu'une femme a été élue à la présidence (dans d'autres pays), le MFPF s'en est félicité. Cela devient plus complexe lorsqu'il s'agit de notre réalité. En l'occurrence nous ne défendons pas l'idée « d'une femme à n'importe quel prix ». Ce qui prime, c'est le programme. C'est pourquoi, dans les prochaines semaines, nous allons contacter tous les candidats à la présidence pour leur faire part de nos revendications. » La secrétaire générale ne cache pourtant pas que si Ségolène Royal devenait présidente, un espoir deviendrait réalité. « Cela permettrait certainement de casser le plafond de verre et de faire changer l'image de la femme en politique. Peut-être qu'ainsi les femmes seraient plus présentes au sein de nos différentes instances politiques. Il faut savoir qu'en France le plafond de verre se situe très bas, il y a à peine 11% de femmes au parlement, ce qui est beaucoup moins que dans de nombreux pays d'Europe ou de pays du Sud ».

Quel changement espère le MFPF, une association cinquantenaire qui vit de ses fonds propres, sans subventions d'Etat ? « Concrètement, pour l'existence même de notre mouvement, le fait que Ségolène Royal devienne présidente, ne devrait pas changer grand-chose. Par ailleurs, une fois au pouvoir, elle sera prise dans des contingences liées à sa fonction de présidente. Nous serons très vigilantes sur la mise en œuvre concrète de son programme », soutient Maité Albagly avant de nuancer : « Il faut tout de même souligner que c'est la seule candidate qui intègre, dans son programme, la question des femmes, qu'elle propose de mettre en place une loi cadre sur la violence de genre. Loi qui n'existe toujours pas en France. Nous recevons donc cette proposition comme un signe positif, adressé aux associations féministes. »

De son côté, Houria Bouteldja, porte-parole des « Féministes indigènes » – collectif associé au mouvement autonome des « Indigènes de la République » –, soutient que « d'un point de vue

féministe, l'élection de Ségolène Royal serait une bonne chose. En outre, je me sens solidaire avec elle. Mme Royal est souvent l'objet d'attaques dans lesquelles elle est taxée d'incompétente par les médias, ses adversaires politiques ou encore par ses collègues. » Pour Mme Bouteldja, l'adjectif « incompétente » est un qualificatif sexiste et adressé uniquement aux femmes dans le champ politique. Au-delà de la condamnation de ces attaques injustifiées, la représentante des Féministes indigènes est très critique à l'égard de la candidate : « Je ne pense pas que Ségolène Royal soit féministe. Elle ne semble pas du tout remettre en cause le patriarcat. Lorsque l'on regarde de près ses prises de position ou encore ses actions politiques passées, on s'aperçoit qu'elle a un discours sur les femmes, mais elle n'a pas de discours féministe. » Mais la question dépasse la candidate elle-même : « Pour les Féministes indigènes, le PS représente un adversaire politique. Nous menons une campagne de sanction, qui se traduit en deux volets. D'une part, nous appelons au boycott du PS (et des partis de droite évidemment). Et le fait que la candidate du PS soit une femme n'y change rien. Nous avons depuis longtemps tiré une croix sur le parti de gauche, car il ne mène en rien une politique féministe. D'autre part, nous posons des exigences aux partis de la gauche de la gauche. Et nous appellerons à voter pour ceux dont le programme est le plus proche de nos revendications. » En cas d'élection de Mme Royal, les Féministes indigènes soutiendront la réalisation d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes. « Cependant nous resterons très attentives à ce que la loi concerne toutes les femmes sans distinctions. Nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas d'amalgame entre les femmes voilées et les femmes violées, tel que nous avons déjà pu le déceler dans certains de ses discours. »

Note :

(1) Pour en savoir plus sur le MFPF : <http://www.planning-familial.org/> et sur les Féministes indigènes : <http://www.indigenes-republique.org/>

Les femmes politiques, un genre à part?

Les femmes exercent-elles une politique différente des hommes?⁽¹⁾ Et si tel est le cas, sous quelles conditions? Existe-t-il un «intérêt des femmes», malgré les appartenances notamment de classe et ethnique? Si aujourd’hui la présence des femmes en politique est revendiquée et encouragée, elle demeure toutefois, de manière générale, minoritaire voire nulle dans certains organes exécutifs – entre autres le Conseil administratif et le Conseil d’Etat à Genève. A cela s’ajoute le fait que les femmes continuent à ne pas être politiquement représentées dans toute leur diversité.

LAETITIA CARRERAS

Quel est l’impact du genre sur les attitudes et les valeurs des femmes politiques? Non pas dans le sens où la morphologie et les hormones prédestineraient les unes ou les autres à accorder plus d’importance à tel ou tel sujet. Mais dans la mesure où les femmes expérimentent au quotidien un environnement à dominante largement patriarcale. Ce contexte les rapproche de certains enjeux tels que: – en vrac et de manière non-exhaustive – garde d’enfant (in)adéquate, (dé)qualification professionnelle, violence conjugale et sexuelle, avortement, contraception. Et ce malgré les divergences qui peuvent persister entre femmes sur ces questions.

«A partir d'un certain pourcentage d'élues, un changement de stratégies apparaît. Les femmes peuvent alors commencer à agir en tant que groupe et non plus en tant qu'individuels.»

Les idéologies et les formatages de parti peuvent-ils être dépassés au nom du droit des femmes? La théorie de la «masse critique» offre plusieurs éléments de réponse. Drude Dahlerup, professeur en sciences politiques à l’Université de Stockholm, parle de «masse critique» une fois que les femmes constituent environ 30% d’un organe politique. D’autres études parlent d’un seuil autour de 15-20%. Ce pourcentage permet d’envisager des coalitions. Ce sont ces alliances qui, dans certains cas, donnent aux femmes la possibilité de travailler concrètement à certains dossiers. Comme le mettent en exergue les politologues Joni Lovenduski et Pippa Norris, les valeurs des femmes et des hommes sont en lien avec leur appartenance politique. Néanmoins, il existe une différence significative concernant les thèmes relatifs aux intérêts des femmes et les mesures favorisant leur autonomie et leur possibilité de mener une vie indépendante.



Les effets de la présence des femmes en politique dépendent de leur nombre. A partir d’un certain pourcentage, un changement de stratégie apparaît. Les femmes peuvent alors commencer à agir en tant que groupe et non plus en tant qu’individu. La mobilisation collective peut s’opérer une fois une position de minorité extrême dépassée.

Cependant, ajoute la politologue Nina Raaum, il n’existe pas de relation directe entre nombre et influence. En effet, les femmes peuvent avoir moins de pouvoir que les hommes, même dans un groupe équilibré. Les relations de pouvoir qui sous-tendent le genre sont en effet particulièrement asymétriques.

Une fois le seuil critique atteint, la représentation des femmes en politique a un impact non seulement sur la manière dont les candidates sont recrutées, c'est-à-dire que leur nombre continue à s’élancer, mais également sur la situation des femmes dans la société. L’augmentation du nombre de femmes permet à la fois un changement institutionnel et une modification qualitative importante des politiques mises sur pied.

Toutefois, comme le souligne Kathleen Bratton, professeure aux Etats-Unis, un effet peut aussi se faire ressentir en-dessous du seuil critique. Le nombre ne fait pas tout. Le contexte, l’appartenance à un parti d’opposition ou non, le type de dossier, ainsi que les priorités définies, jouent un rôle considérable dans la possibilité de faire, ou non, une politique qualitativement différente.

Notes:

Je remercie Lorena Parini, politologue à l’Université de Genève, pour les références et les réflexions dont elle m’a fait part.

Les références suivantes ont été à la base de cet article:

Kathleen Bratton, *Critical Mass Theory Revisited: The Behavior and Success of Token Women in State Legislatures*, Cambridge University Press for The Women and Politics Research Section of the American Political Science Association, 2005.

Drude Dahlerup, *From a Small to a Large Minority: Women in Scandinavian Politics*, Scandinavian Political Studies, 11 (4), 1988.

Joni Lovenduski et Pippa Norris, *Westminster Women: the Politics of Presence*, Political Studies, 51, 2003.

Nina Raaum, *Gender Equality and Political Representation: A Nordic Comparison*, West European Politics, 28 (4), 2005.



De Jeanne d'Arc à Bécassine: portrait médiatique de la candidate Royal

Présentée par les médias à la fois comme la «madone» et la provinciale inexpérimentée, Ségolène Royal est un cas unique, dont la candidature bouscule le jeu politique masculin. Pour Marie-Joseph Bertini, maître de conférences à l'Université de Nice et directrice de recherche au Laboratoire I3M, le prétendu vide de Ségolène Royal, décrié à longueur de colonnes, marque l'incapacité des acteurs et spectateurs de la politique française à imaginer une femme exerçant un pouvoir exécutif réel.

PROPOS REÇUEILLIS PAR ESTELLE PRALONG

L'Emilie : Comment la candidate aux présidentielles françaises, Ségolène Royal, apparaît-elle dans la presse française ?

Marie-Joseph Bertini : Comme toujours lorsqu'il s'agit des femmes, le discours (en particulier médiatique) est profondément ambivalent. Deux dimensions semblent s'affronter sous la plume des journalistes français. La première met en scène le double fantasme contradictoire de la mère et de la vierge. Fantasme restitué par l'épithète récurrente de «madone» qui a servi à qualifier Ségolène Royal lors de son ascension au sein du parti socialiste dans la course pour l'investiture. Elle apparaît ainsi à la fois rassurante, car maternante (les articles ont très souvent mis en avant le fait qu'elle était mère de quatre enfants) donc proche, mais aussi lointaine, inaccessible, vestale, intercesseure entre les hommes et les dieux. En France, la figure de Jeanne d'Arc reste encore très présente dans les mythologies et

les imaginaires. Les journalistes n'ont pas manqué de souligner le choix répété, à chaque étape importante de cette ascension, de son désormais célèbre tailleur blanc. Virginale et pure, détachée de la noirceur symbolique du politique et de ses représentants masculins, Ségolène Royal jouit, sur ce strict plan symbolique, d'une représentation médiatique unique. Elle semble déjouer le double piège qui menace les femmes en politique : répondre à la survirilité des hommes (dont Nicolas Sarkozy est un excellent exemple) en surjouant une féminité de façade, ou bien au contraire se ranger derrière le principe masculin et arborer un masque de combat (Martine Aubry et Margaret Thatcher).

La deuxième dimension vient entamer et déranger le bel ordonnancement de la première et par là-même rappeler à toutes les femmes qu'elles n'ont pas vraiment leur place au sein du débat public de haut niveau. Un très grand nombre d'articles, en effet, se plaisent à souligner ce que leurs auteurs considèrent comme «les inepties», les fautes, les étourderies de la candidate Royal, fabriquant ainsi de toutes pièces le portrait d'une Bécassine provinciale. Ce qui frappe surtout, ce sont les multiples rappels au «vide» prétendu de sa pensée et de son programme. Pour les journalistes français, dans leur majorité (et quel que soit leur bord politique, ce qui est assez révélateur) Ségolène Royal sonne creux. Au fond qui est-elle vraiment et que veut-elle ?

Nous sommes là face à un phénomène social et culturel essentiel: quoiqu'elles disent, les femmes sont censées être inaudibles, soit parce qu'elles crient trop fort (passionaria), soit parce qu'elles parlent trop bas.

L'Emilie : Quel est l'impact de ce que vous appelez l'«impensé journaliste» sur la campagne ?

MJB : A l'heure qu'il est, il est difficile de déduire de ces représentations des effets mécaniques sur la totalité de la campagne de Ségolène Royal et plus encore, sur le résultat de celle-ci.

Toutefois, comment ne pas voir que cette image ne place pas la candidate socialiste au même niveau que ses concurrents? Tout au moins, qu'elle ne lui donne pas les mêmes chances?

Ainsi, un Nicolas Sarkozy peu connu comme étant un modèle de culture politique, ni de culture tout court, n'est jamais remis en question sur ses compétences, alors même que la candidate n'a cessé de l'être, y compris par ses propres alliés politiques, comme l'ont montré les propos édifiants qui ont

émaillé la course à l'investiture interne au parti socialiste : «La présidentielle n'est pas un concours de beauté» (Jean-Luc Mélenchon), «Qu'elle aille relire ses fiches-cuisine!» (Dominique Strauss-Kahn)...

Une fois encore, comme l'attestent toutes les études historiques, sociologiques et politiques en la matière, la compétence est déniée aux femmes; du moins la compétence qui relève traditionnellement du champ masculin. Un ouvrage très stimulant du sociologue Denis Muzet – *La croyance et la conviction: les nouvelles armes du politique* – a montré récemment comment fonctionne l'impact de cet impensé journalistique sur les électeurs potentiels. Ces derniers étaient (tout comme les éditorialistes et les chroniqueurs) incapables de restituer de mémoire une seule mesure du programme proposé par Ségolène Royal. Intarissables sur «le style Ségolène», mais dans l'incapacité de se remémorer le contenu de ses diverses propositions politiques, pourtant explicitement formulées par elle. Denis Muzet a constaté le même processus après avoir observé et interrogé un groupe de personnes des deux sexes, de tout âge et de toute condition sociale ayant visionné avec lui une interview de Mme Royal d'une douzaine de minutes diffusée le 15 juin 2006 sur France 2. Le sociologue conclut alors à un puissant et effrayant – de son propre aveu – phénomène de «démémorisation» concernant les mots et les actes de la candidate.

Comment expliquer une telle absence, un tel blanc, autrement que par les résistances si fortes qui continuent de s'opérer dans notre esprit, y compris à notre corps défendant, à l'encontre de l'idée de l'accession des femmes à toutes les formes de pouvoir, autres que celles qui relèvent de leur espace traditionnel: l'univers domestique et la séduction ? Au fond, le pré-tendu vide de Ségolène Royal, décrié à longueur de colonnes, n'est autre que celui de notre esprit chaque fois qu'il s'essaie à imaginer une femme exerçant un pouvoir exécutif réel.

L'Emilie : A votre avis, sur quoi repose le succès politique de la candidate?

MJB: Ségolène Royal illustre à merveille les ambiguïtés d'un pays confronté à la fois à son désir d'évolution profonde et à sa nostalgie des origines. Mais pour réussir, la candidate doit d'abord rassurer, c'est-à-dire satisfaire aux critères de base: mère, hétérosexuelle, énarque (même si elle doit le rappeler chaque fois que les journalistes feignent de croire qu'elle n'a aucune compétence économique et politique), jeune, souriante et... belle.

La check-liste «féminité» est donc au point.

Côté virilité, elle sait mettre en avant ce qui est lu depuis toujours en France et ailleurs comme relevant strictement du masculin, à savoir l'autorité et la fermeté. Les rappels médiatiques à son éducation rigoureuse sous la férule d'un père officier militaire ne sont pas pour lui nuire sur ce plan. Elle présente ainsi un équilibre savant entre deux tendances complémentaires, jamais réunies chez une femme politique française, du moins à ce niveau-là.

Il est donc évident que la dimension de séduction est pré-

sente, mais au même titre que pour ses concurrents masculins (Mitterrand, Kennedy, Villepin...).

Toutefois, si la réussite de Mme Royal est indéniablement liée à ce qui précède, elle est indissociable de ses qualités de femme politique. On ne parvient pas aussi haut par hasard. Elle a réussi un parcours presque sans faute parce qu'elle a su faire preuve d'une stratégie innovante et originale d'accès au pouvoir, marquée par plusieurs facteurs-clé: le décalage (ces femmes se rendent insaisissables, car elles ne sont jamais là où on les attend conventionnellement); le refus de la frontalité (et les commentaires que cela suscite en provenance de tous les horizons dans une société masculine, c'est-à-dire fondée sur la frontalité); la capacité à réagir sans jamais sur-réagir; le développement d'une politique de la participation qui correspond à une attente généralisée de redéfinition des formes et des moyens d'exercice du pouvoir dans le cadre de la crise occidentale de la représentation. L'ensemble est réellement novateur et très performant.

L'Emilie: Est-ce que la campagne présidentielle de Ségolène Royal est favorable à un meilleur statut des femmes en politique ?

MJB: Pour répondre au mieux à la question concernant la nature du pouvoir exercé par les femmes et ses retombées éventuelles sur l'ensemble de notre société, il faut élargir le cadre. Si l'on se penche du côté des femmes au pouvoir dans le monde économique, là aussi sociologues, spécialistes des ressources humaines, et analystes des rouages de l'entreprise confirment: le leadership des femmes est marqué par leur capacité à effacer les frontières (des spécialités et des hiérarchies), à mixer les équipes et les objectifs, à stimuler les individus en les encourageant «à jouer collectif». La Chambre de commerce de Paris, par exemple, le confirme: les entreprises dirigées par les femmes ont une durée de vie deux fois plus longue, une productivité plus importante que les entreprises dirigées par des hommes et sont moins souvent le cadre de conflits personnels et institutionnels.

Formons donc le pari intellectuel et pratique que Ségolène Royal, à sa manière, favorise l'accès vers l'«autre pouvoir» entendu non pas comme le pouvoir des femmes, mais le pouvoir exercé par les femmes dans l'intérêt du plus grand nombre. Celui-ci semble déjà relever moins du pouvoir tel que nos sociétés traditionnelles ou modernes se sont efforcées de le façonner, que d'un pouvoir transverse, partagé, à la fois local et global. Peut-être, en effet, s'agit-il ici moins du pouvoir tout entier contenu dans ce Singulier Masculin, que d'une véritable écologie du pouvoir. Quoiqu'il puisse en être, la route paraît encore longue et semée d'embûches.

Note:

Dernier ouvrage à paraître : Marie-Joseph Bertini, *L'autre sexe du pouvoir*, éditions Max Milo, Paris, 2007.